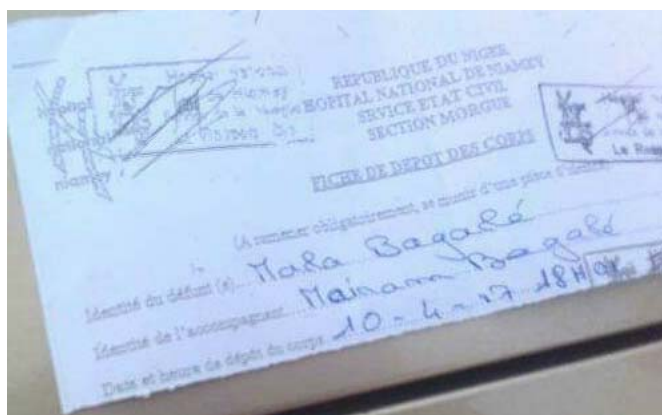


ALLOCATION DE S.E.M. ZHANG LIJUN, AMBASSADEUR DE CHINE, A LA CEREMONIE DE LA POSE DE LA PREMIERE PIERRE DU PONT GENERAL SEYNI KOUNTCHE SUR LE FLEUVE NIGER

L'Actualité

Crise universitaire : et le sang coule...



**URANIUMGATE :
au cœur
des
contradictions**



Issoufou et l'Afrique: le divorce ?



Les Nigériens, et une certaine Afrique avaient légitimement fondé de réels espoirs suite à l'accession à la magistrature suprême du pays du socialiste Issoufou Mahamadou qui avait attendu longtemps, tapant à la porte du pouvoir, avant d'être invité finalement à l'intérieur en 2011. Que l'attente aura été longue ! Le parcours de l'homme qui s'est montré extraordinairement endurant à faire l'opposition - ce que ne put pas Seini Oumarou - et surtout le discours qu'il a tenu, ses critiques acerbes contre la mal-gouvernance ne pouvaient faire douter de l'homme tant sa parole était porteuses de valeurs fédératrices.



PILLAGE, RACHAT, REVENTE, OPACITE, BRADAGE, IMPUNITE, SAUVETAGE : LA SML SUCCOMBE ET ECHAPPE AU NIGER

Les frasques minières de Mahamadou Zada



**ONEP : QUAND L'AMATEURISME ET LA MAUVAISE
GESTION S'INSTALLENT !**

**Adamou Mahamadou :
Partir ou...être limoger !**

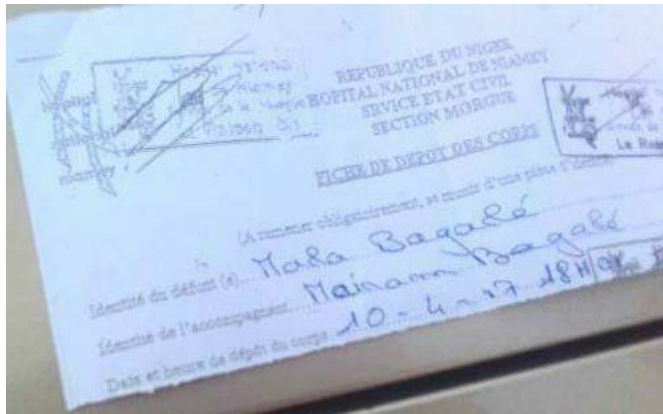


Crise universitaire : et le sang coule...

Le lundi dernier, après une semaine de grève sanctionnée par un point de presse qui en fait le bilan, l'USN tirant sur la sonnette d'alarme, et se plaignant qu'après ce débrayage, le gouvernement n'ait pas daigné l'appeler en négociation, avait cru qu'en manifestant pacifiquement dans la rue ce matin, elle allait mieux attirer l'attention des gouvernants et l'opinion nationale sur la grave situation que vivent les scolaires nigériens. En plus des nombreux problèmes que l'on sait et qui sont liés à l'académique plusieurs fois ressassés du reste, en plus des infrastructures, il y a la situation pitoyable des élèves et enseignants qui cumulent des arriérés de six mois de bourses et d'allocations d'entretien à hauteur de six mois. Mais mal leur en est pris, eux qui avaient cru qu'ils étaient dans leur pays, vivant une démocratie normale dans laquelle ils pouvaient jouir de leur liberté de manifester.

La violence des matraques...

La confrontation avec une police servile, brutale, peu encline à l'observance des règles de maintien d'ordre, peu professionnelle finalement peut-on croire, à chaque fois, ne trouve mieux à faire qu'à violenter comme si ce ne doit être là que le seul ordre qu'elle reçoit, confondant tout autre Nigérien qui manifeste ou qui n'est pas d'accord avec le régime, à un irréductible terroriste à abattre, à anéantir, à brutaliser, à enterrer. Avec l'opposition, ça a toujours été ainsi. On frappe, on séquestre, on humilie, on blesse, on emprisonne. C'est la démocratie que les camarades sont venus vendre aux Nigériens qui paient aujourd'hui leur naïveté à faire confiance à de tels hommes - puisqu'ils ont prétendu qu'ils ont été élus - qui leur font voir de toutes les couleurs depuis six ans qu'ils commandent - entendre le mot sous son sens colonial. Gouverne-t-on pour frapper, pour blesser ? C'est le retour d'enfants aigris du pays, qui recolonisent le pays à la manière du colon Blanc qui n'avait eu que la brutalité pour discipliner des Africains rebelles qui refusaient de courber l'échine, de se soumettre. Ils sont revenus les colons noirs ! Mais socialistes. Gavés chez Staline, ils avaient ses méthodes d'un autre âge, pour faire payer à l'homme sa liberté, au prix de son sang car chez les socialistes, on aurait cru qu'il n'y a plus de cœur. Comment peut-on brutaliser les enfants de son propre pays avec une telle rare violence et surtout quand on sait, lorsqu'on a du bon sens, que les problèmes qu'ils posent ne sont pas une invention, une vue de l'esprit ? Jamais, manifestation n'a été aussi violente. Une voiture renversée - celle de l'USN dit-on - avec des blessés graves et des stigmates sur l'asphalté surchauffé d'un matin d'avril cauchemardesque pour les scolaires Nigériens. Encore une fois, les journalistes, dans leur rôle pour rapporter l'information en allant sur le théâtre des événements, n'ont pas été épargnés par



une police qui confond tout. Et on a vu un qui a essuyé des coups de matraques gratuits, certainement pour le faire réfléchir. Peut-on continuer à gérer notre démocratie avec cette manière, avec cette violence, avec ces abus ? Le pire est à venir et les Nigériens devront faire beaucoup attention.

Le pays va mal....

Il va mal, mais ceux qui gouvernent ne veulent pas le reconnaître. Cependant d'autres Nigériens continuent à soutenir la chienlit d'un pouvoir qui n'a plus que la violence pour répondre à son peuple. Or, en matière de manifestation de rue, les Nigériens ont beaucoup changé. Personne aujourd'hui ne va dans la rue pour casser. C'est connu. Mais par les provocations d'une police agressive, dopée peut-être de discours indigestes, l'on persécute des manifestants qui, mis dos au mur, ne peuvent avoir d'autres choix que de faire face aux loups. Et ainsi le feu est mis aux poudres. Il faut bien reconnaître que si c'était pour de la violence que des gens portaient dans la rue, ils allaient au moins se munir de gourdins et qu'avec une telle arme dérisoire, ils auraient pu mieux se défendre et peut-être avoir raison de bidasses qui tiennent dans la main, des armes. Ce n'est pas bon, il faut civiliser notre démocratie ! Ces forces de maintien de (des)ordre, font-elles ainsi plaisir à qui ?

Ben, le ridicule...

Pour une fois, l'on a entendu sur la chaîne nationale, Ben Omar Mohamed bégayé, tenant difficilement dans la bouche les mots qui y sortaient souvent par saccade. A-t-il été ébahi par la cruauté du maintien de l'ordre qu'on lui demande de défendre et d'assumer alors politiquement ? Si c'en est cela, il avait des raisons d'avoir peur. Nous ne sommes que des humains, que dire, des mortels. Et ce sont nos enfants. Après tout. C'est bien triste.

Et l'on l'a entendu tenir un discours qui ne peut l'honorer. C'est après le massacre de ce matin d'avril chaud, qu'il dit qu'ils appellent à négocier, qu'ils sont ouverts au dialogue, prêts à se mettre à table avec l'USN pour discuter. Après la barbarie. Aurait-il fallu attendre d'en arriver là, pour manifester cette disposition au

dialogue ? C'est de l'irresponsabilité. Où était-il quand en fin de semaine dernière, l'USN tenait son point de presse pour dire qu'après une semaine de grève, les autorités ne les ont pas encore appelés au dialogue ? Pourquoi tant de mensonges et de mépris à l'égard des enfants du peuple que l'on pousse ainsi, par des irresponsabilités mal assumées, à l'extrémisme ? Il faut savoir gouverner sinon on rend tout le monde, dans un pays, aigri et l'on finit par pousser les hommes à la violence inutile, barbare, souvent ingérable, irréparable.

Et Ben Omar crie à qui veut l'entendre qu'il n'y aura pas d'année blanche, qu'il aura cours, qu'il y aura des examens, et patati patata. Mais faut-il que les "enfants" partent en classe pour faire cours. Peut-il obligé des enseignants à enseigner dans des classes vides ? L'homme parlait sous l'effet de l'émotion et de la colère. On le comprend. Mais un homme d'Etat, le vrai, lui prend du recul pour mieux cerner les événements, avant de réagir. En agissant sur le chaud, pendant que des familles pleurent, Ben verse l'acide dans la plaie. En ces moments de turbulences, on apaise, on n'attise pas les feux encore mal éteints. Il fallait donc chercher à aller à l'apaisement, calmer un jeu, dont personne ne peut savoir l'issue si d'aventure, il devait s'amplifier par leur arrogance, pour ensuite, créer les conditions d'un retour à une situation normale, la seule dans laquelle il serait possible de tenir les activités académiques. Dans le climat actuel, peut-il croire qu'il soit possible de tenir en activité l'université et les autres établissements ? Il rêve. Ses petits pouvoirs ne sont pas ceux de Dieu. Faut-il que nos hommes se rappellent qu'ils sont d'abord hommes avant d'être ministres ou autres.

En prenant sur lui la responsabilité d'évacuer le campus universitaire, pour faire de ses milliers d'étudiants des SDF qui rôdent dans les quartiers de la ville, il ne fait que compliquer la situation en créant ainsi une nouvelle revendication qui ne peut être pour l'USN qu'un préalable à l'ouverture de toute négociation. Mais

les Nigériens ont compris que, lorsque le gouvernement n'a plus de réponse que la confrontation, c'est qu'il est impuissant et incapable à trouver des réponses aux problèmes des Nigériens qui ne sont pas forcément des échangeurs, des ponts, une centrale électrique et des rails inutiles. Toutes ces choses auront beau exister, tant que les Nigériens vivront mal, ils ne cesseront d'exprimer leurs malaises, leur mal-être. D'ailleurs, désormais, ceux qui se plaisent à en vouloir à Hama Amadou d'avoir fait évacuer le campus il y a quelques années, n'auront plus à s'y référer, car pour le faire, finalement, il n'y a pas que lui ! Et Hama peut être tranquille.

Quel bilan...

Au sortir de cette journée cauchemardesque, la rumeur et le gaz avaient rempli la ville. Des pneus brûlaient ici et là et partout, les forces de maintien du désordre pourchassaient leurs gibiers qui sont pourtant leurs frères, leurs enfants ! Les enfants du peuple en lutte sont encore à l'abattoir. Quand leur école va mal, quand leur formation est bancal et approximative, ils n'ont plus le droit de le dénoncer, de revendiquer mieux. C'est cela qui leur va, la misère. Ils sont les Jean Valjean du pays ! Rien de plus. Pourtant ceux qui commandent aujourd'hui, ne se réclamaient, il y a moins de trois décennies, que de ces infortunés, de ces oubliés de la terre. Des enfants du peuple parvenus, qui ne peuvent plus écouter le peuple et ses enfants, et qui ont même le cynisme de leur casser la gueule pour leur fermer la gueule, et ils sont en train d'ensanglanter notre démocratie ! Mais l'histoire retiendra.

Le bilan c'est cette fermeture hâtive du campus qui ajoute malheureusement à l'incertitude qui plane sur notre école. A-t-on vraiment le temps de trop jouer en ce moment avec l'école ? C'est terrible d'être un pauvre, mais pire d'être un pauvre qui ignore ses droits !

Il faut ajouter au bilan de cette matinée de lutte, les nombreux blessés, dont on ne connaît jamais le nombre comme on ne connaît jamais le nombre de Nigériens morts dans la lutte contre Boko Haram, sans oublier ces victimes collatérales, agacées par le gaz dans toute la ville y compris dans les centres de santé. Aussi, sans que ce ne soit encore officialisé, sur les réseaux sociaux, défilent en boucles, l'image d'un étudiant décédé à la suite des violentes altercations avec la police, dit-on. Si cette information venait à être confirmée, c'est sans doute le pas à ne pas franchir. Mais peut-être que Bazoum aura l'audace comme son compère, Massauoudu à l'occasion des événements anti-Charlie, d'assumer lui aussi, la tragédie. Et la liste des cadavres de la renaissance s'allonge...

L'histoire de notre école continue aussi à s'écrire avec le sang de ses enfants.

DJANGO.

URANIUMGATE : au cœur des contradictions | Issoufou et l'Afrique: le divorce ?

On aura tout fait pour faire oublier cette affaire qui a profondément ébranlé la quiétude du régime dont on vient de voir qu'il est capable de se compromettre dans des affaires aussi douteuses, tant qu'il s'agit de " gagner gratuitement ", presque sans rien faire sinon que d'apposer une signature, des milliards tombés du ciel. Alors qu'on pensait l'étouffer, voici l'affaire qui prend de l'ampleur. Ses feux ne sont pas prêts de s'éteindre, ravivés à chaque fois par les révélations de presses d'ici et d'ailleurs, qui exposent des bouts secrets et par les implications d'acteurs décidés à faire éclater la vérité dans un dossier aussi complexe que fumeux. Et la justice nigérienne ne demande que vingt millions pour traiter le dossier. La partie civile en est informée. Elle honora, heureuse que la Justice n'ait pas classé l'affaire. Plutôt une bonne nouvelle pour les Nigériens...

Le parlement nigérien s'est saisi de l'affaire avec une enquête parlementaire qu'elle a ouverte sur le dossier. Mais, la procédure quand l'opposition ne compte qu'un seul membre dans la commission d'investigation, ne rassurait pas les Nigériens qui voulaient avoir toute la lumière sur l'affaire brumeuse. Des acteurs de la société se constituant partie civile, ont amené, il y a quelques jours l'affaire en justice et en France on apprend que la justice suit le même dossier. Il ne faut pas oublier qu'au Niger, c'est le syndicat national des magistrats qui avaient expressément demandé au magistrat suprême de mettre à la disposition de la justice, celui qui s'est trouvé au cœur de cette magouille, le fameux trader national. C'est pour dire qu'il y a énormément de mains qui poussent ce dossier et si, jouant sur ses proximités avec le président, Massaoudou Hassoumi, peut espérer, ne pas répondre devant un juge du rôle trouble qu'il a joué dans l'affaire, il n'est pas évident qu'il puisse avoir les moyens de se protéger tout le temps sur cette affaire. N'est-ce pas d'ailleurs que pour certains analystes, le président ne peut le lâcher sachant bien que son homme avait agi pendant qu'il était son chef de cabinet et que, sensément, il ne pouvait pas agir sans qu'il ne le sache, disons aussi, sans qu'il ne soit instruit. De ce point de vue, continuer à protéger Massaoudou Hassoumi, c'est aussi se protéger. Ainsi peut-on lire les silences du premier magistrat relativement à cette affaire.

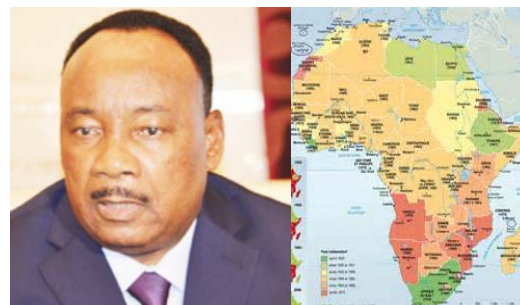
L'Uraniumgate reste quand même pour les Nigériens, une grosse affaire du siècle pleine de contradictions, toutes choses qui témoignent de sa complexité qui en fait un nœud gordien pour le régime qui a multiplié les diversions pour faire l'oublier. Ce dossier lui trouble le sommeil.

Dans un dernier papier publié par Le Monde, on apprend, ainsi que l'a prétendu l'ancien directeur de cabinet du président de la république, aujourd'hui ministre des Finances, qu'en 2011 quand les socialistes arrivaient au pouvoir les caisses étaient vides et ce c'était pour l'alibi de cette pénurie que l'offre généreuse du trading avait faite par AREVA au nouveau pouvoir " démocratiquement élu " afin, peut-on le soupçonner, de lui donner les moyens de faire face à des urgences. Mais pour un président démocratiquement élu, où est l'urgence à acheter des voitures pour une garde présidentielle. Cette justification ne peut convaincre personne car en la matière, nul ne peut voir l'urgence d'autant qu'il n'y avait aucune menace sur le régime qui venait juste de s'installer même si l'on sait qu'on avait parlé dès ce moment de " coup d'Etat " qui a fini comme celle de 2015, par un non-lieu. L'argument ne tient d'ailleurs pas parce que tous les Nigériens savent que ce régime n'avait pas hérité d'une telle situation financière qu'on prétend aujourd'hui. De tous les régimes qui se sont succédés au Niger, celui des socialistes est de loin celui a trouvé la meilleure situation financière confortable qui lui avait permis certaines fantaisies en donnant ou des statuts particuliers, ou des primes et indemnités nouvelles, et même à se permettre certaines autres prodigalités. Les camarades ont donc tout trouvé sauf la situation financière qu'ils décrivent pour se faire excuser leur implication dans ce dossier sulfureux. Mais on les connaît. Ce sont les mêmes qui, chaque fois qu'ils veulent trouver des milliards, peuvent s'autoriser la venie, à s'humilier et à humilier leur pays, pour prendre avec un autre des milliards faciles. On se rappelle aujourd'hui encore la vieille chanson " Taiwan ou le chaos " au nom de laquelle ils avaient renoncé à l'amitié avec la

grande Chine pour pactiser conjoncturellement avec Taiwan qui leur brandissait quelques vingt milliards qu'ils espéraient naïvement les sortir d'affaire. Et comme l'avait dit quelqu'un, ils avaient eu Taiwan et ses vingt milliards et le chaos en même temps. Il a fallu que d'autres hommes politiques plus avertis viennent au pouvoir pour rétablir les relations avec la Chine de Mao. L'on ne peut que s'offusquer de telles attitudes d'hommes politiques qui peuvent ne pas faire place à l'honneur et à la dignité d'un peuple au nom duquel ils répondent, pour agir dans la magnanimité. Quand dans le papier de Le Monde, on apprend qu'un officiel nigérien avoue qu'il est, dans le contexte, " difficile d'y résister ", l'on ne peut que s'effrayer que de tels hommes puissent aller dans toute autre compromission tant qu'il s'agira pour eux, de signer pour quelques milliards. Peut-on, parce qu'on est pauvre - même si cela devait être la réalité - faire fi de sa dignité, pour se prostituer ? Non, la précarité supposée de l'Etat ne pouvait justifier l'infamie car l'on savait bien que l'on ne jouait pas dans un jeu sain, sinon, on aurait simplement responsabilisé le ministre de tutelle plutôt que d'employer un autre qui agit par-dessus sa tête, disons nuitamment.

Alors que Massaoudou défendait mordicus que le Niger n'avait rien perdu dans l'opération - et pas un gramme d'uranium - on apprend dans l'article de Le Monde qu'Areva reconnaît bien qu'il s'agit d'une part d'uranium que le Niger pouvait enlever selon les règles de l'actionnariat et que ce serait bien cette quantité qui avait été au centre de la transaction. On ne sait plus qui dit la vérité dans cette affaire aux dimensions planétaires dans laquelle Massaoudou s'est bien compromis. Cette autre contradiction ajoute au flou dans cette affaire, flou qui justifie l'urgence pour la justice de s'en saisir pour faire toute la lumière autour du dossier. Alors, s'il est vrai que c'est l'uranium du Niger, où doit avoir passé l'argent ? Dans les mains de qui ? Dans le compte de qui ? Pour libérer les otages d'Arlit ainsi que le prétendent certaines presses ? Thèses tout à fait plausibles quand dans le livre Un président ne doit pas dire ça, quelque part, Hollande insinuerait que c'est le Niger qui aurait payé les rançons. Pour faire plaisir à la France et à Hollande, mais avec notre uranium ? Les juges doivent creuser dans cette affaire dans laquelle il y a tellement de non-dits qu'il est difficile d'en saisir toute la profondeur. C'est d'ailleurs cela la mafia du monde dans laquelle jouent les politiques. C'est dire que cette affaire, ne finira jamais de révéler des secrets tant que chaque œil mettra du sien pour creuser au plus profond de la magouille. Il n'y a pas que ces aspects qui intriguent dans le dossier. On apprend également que dans cette affaire - c'en est vraiment une - AREVA aurait perdu quelques millions dans la transaction ? Mais alors qui a gagné ? Pourquoi, quand même AREVA aurait perdu, le Niger, lui gagne quelque huit cents millions ? C'est à faire comprendre que même lorsque le trading ne marche pas et qu'un autre coule à perte, quelqu'un pourrait lui tirer son épingle du jeu pour se payer sa signature à la hauteur d'une telle somme ? Et on se rappelle que selon Massaoudou ce sont des activités qui se font tous les jours ? Si tant est que c'est une opération normale, et que cela se ferait tous les jours, étant donné les problèmes financiers que connaît le régime, pourquoi ne pas multiplier ces opérations pour gagner facilement ? Si on ne le fait pas, c'est sans doute parce qu'on sait que c'est une transaction qui ne peut être normale. D'ailleurs, peut-on comprendre que des capitalistes qui perdent dans une opération, acceptent quand même de donner des commissions à des gens qui n'auraient rien fait, ainsi qu'on nous le fait croire ?

L'Uraniumgate n'a pas fini de faire parler d'elle. Chaque jour apporte ses brides d'informations et de soupçons dans l'affaire. L'on peut seulement se féliciter que les Nigériens soient debout pour exiger toute la lumière sur l'affaire. Et l'on en est d'autant plus rassuré qu'à la mise en place de la commission d'enquête parlementaire, la majorité elle-même, si elle ne se mentait pas, disait aussi être déterminée pour que toute la vérité jaillisse de ce dossier. En principe - si nous devons nous fier à nos naïvetés - rien ne doit bloquer le processus. " Que force reste à la loi... ". Et que la justice fasse son travail. Wait and see...



Les Nigériens, et une certaine Afrique avaient légitimement fondé de réels espoirs suite à l'accession à la magistrature suprême du pays du socialiste Issoufou Mahamadou qui avait attendu longtemps, tapant à la porte du pouvoir, avant d'être invité finalement à l'intérieur en 2011. Que l'attente aura été longue ! Le parcours de l'homme qui s'est montré extraordinairement endurant à faire l'opposition - ce que ne put pas Seini Oumarou - et surtout le discours qu'il a tenu, ses critiques acerbes contre la mal-gouvernance ne pouvaient faire douter de l'homme tant sa parole était porteuses de valeurs fédératrices. On ne pouvait pas être plus saint que lui et on pouvait croire qu'il se mesure, ou du moins son action, à celle d'un prophète et d'un grand bâtisseur. Qu'un socialiste arrive au pouvoir, autorisait tant d'optimisme et avec les ambitions qu'il avait, on ne pouvait pas imaginer que le pays connaisse le malaise dans lequel il gît aujourd'hui. Etait-il possible que sous cet homme, les Nigériens puissent vivre exactement, sinon davantage - ce qu'il avait toujours décrié ? L'exclusion politique, les détournements, les violations répétées de la loi, le raidissement du pouvoir, la restriction des libertés publiques... ? Le régime du grand camarade, a commis ce qu'il proscrivait, ce qu'il dénonçait, ce qu'il donnait à imaginer qu'il ne pouvait jamais faire.

Dès les premières heures de sa prise de fonction, Issoufou Mahamadou avait pris l'avion, grand commis voyageur, allant dans les ciels et sur les autres continents, s'éloignant du peuple et de ses préoccupations, creusant l'écart qui le sépare des Nigériens. La preuve est

que, chaque fois qu'il doit parler du Niger, il décrit un autre qui n'est pas celui que vivent ses compatriotes, sans doute arrondi aux normes et aux dorures d'un palais où, à la charge du contribuable, on a tout gratis y compris l'eau fraîche sucrée. Et l'on a vite oublié que gouverner c'est servir, se mettre entièrement au service d'un peuple pour lui rendre ainsi les privilèges qu'il vous accorde. Pour les Nigériens, les socialistes gouvernaient plus pour plaire à l'Occident et surtout à la France de Hollande qu'au Niger et aux Nigériens. Tous les sujets qui n'intéressent pas les Nigériens font à chaque fois l'armature des ses discours, plus dédiés à un autre qu'aux Nigériens. C'est la migration, c'est aussi le terrorisme importé. C'est ainsi d'ailleurs que, comme pour renoncer à notre souveraineté, sans que les Nigériens, ne serait-ce qu'à travers ses représentants, soient informés des clauses de ses accords militaires qui ne rassurent pas les Nigériens, l'on a vu trois puissances étrangères avec une certaine facilité s'installer dans le pays. C'est à Doha, sur la chaîne qatarie Al Jazeera qu'un journaliste a fait remarquer au président nigérien qu'à sa dernière visite au niveau de leur chaîne, il avait fait comprendre qu'il n'était pas question pour l'Afrique de laisser à un autre sous-traiter sa sécurité. Son interlocuteur lui a donc demandé ce qui a pu se passer entre temps, pour qu'il ait aujourd'hui quelques trois puissances étrangères qui aient implanté des bases militaires dans son pays. L'Afrique et sa souveraineté, ne semblent plus le préoccuper. Pris au piège, il s'en défend, avec la même chansonnette : " sans ses bases notre armée serait sourde et aveugle... "

(Suite.P.5)

PILLAGE, RACHAT, REVENTE, OPACITE, BRADAGE, IMPUNITE, SAUVETAGE : LA SML SUCCOMBE ET ECHAPPE AU NIGER

Les frasques minières de Mahamadou Zada

Après l'Uraniumgate, dont les protagonistes se trouvent être des personnalités haut placées, voici un autre scandale, toujours dans le domaine des mines. Il s'agit, comme l'a révélé le journal le Patriote 15, de la vente ou plutôt du rachat des parts de la SEFAMO dans la Société des Mines du Liptako. Dans les deux scandales, la SOPAMIN est au centre. Dans l'Uraniumgate, c'est la SOPAMIN qui rachète de l'uranium appartenant au Niger. C'était du temps du directeur général Hamma Hamadou. C'est encore la SOPAMIN, avec cette fois ci Hama Zada comme directeur général, qui va racheter et revendre les actions de la société qui exploitait l'or du Liptako. Nous vous proposons l'article publié par notre confrère, Naganou Moussa.

Le L'or est un malheur pour les populations du village de Libiri ", affirmait le député Bazoum Mohamed membre d'une commission d'enquête parlementaire mise en place en 2008 pour en savoir plus sur la situation d'exploitation de l'or au Niger. Aujourd'hui, c'est pour tous les nigériens que l'or constitue un véritable malheur, d'autant que la société de mines du Liptako (SML) rachetée par l'Etat auprès des canadiens et suisses SEMAFO a été revendue entre les deux tours de l'élection présidentielle de Mars 2016. La SML, une véritable poule pondeuse aux œufs d'or nigérienne a souffert d'au moins 6 menaces dont notamment le pillage, le rachat, la revente, l'opacité, le bradage, l'impunité et le " sauvetage " dans les mains de son président du conseil d'administration (PCA) Mahamadou Zada en même temps directeur général de la SOPAMIN, avant d'agoniser et de succomber pour échapper définitivement au Niger. Ces énormes pouvoirs accumulés dans une seule petite pomme de main de DG SOPAMIN, PCA SML et tuteur de force de la gestion de sa poule aux œufs d'or expliquent ses écarts de conduite dans la tenue ce joyau économique.

Question

Même une telle accumulation des pouvoirs dans les mains d'une seule personne n'est-elle pas symptomatique de graves anomalies de gestion ?

Le directeur général de la SOPAMIN Mahamadou Zada a choisi le moment où les nigériens avaient l'esprit tourné vers les scrutins présidentiels de Mars 2016 pour revendre sa poule aux œufs d'or, dans l'opacité la plus totale. Tel un zombi, le DG de la SOPAMIN organise en catimini sa revente à la va-vite, comme un bien personnel, notre patrimoine commun, en pleine période électorale (d'instabilité) sachant bien que c'est un moment où des espèces sonnantes et trébuchantes sont facilement volatiles à cause du contexte de haute manipulation et de fragilité des personnes ou même souvent des institutions. Au moment du rachat de cette société, l'intérêt du Niger, des nigériens ou des travailleurs n'était pas bien garanti. C'est une évidence. Qu'en a-t-il été de la revente de cette société très juteuse ? Car les réserves de la Mine d'or de Samira Hill sont estimées à plus de dix (10, 073) millions de tonnes d'or. Mieux, dans les environs de la mine de Samira Hill, il y a une véritable ceinture d'or depuis les espaces montagneux du département de Gothèye en aval du fleuve Niger jusqu'à Ouallam, connue par les spécialistes des mines sous le nom de " Horizon Samira ". Ce qui justifie largement des réserves d'or supplémentaires et du mercure en abondance quantité. Bien que les conséquences du rapide et exorbitant rachat réalisé précipitamment pour soit disant que le permis retombe dans le domaine de l'Etat ne soient encore " soldées ", rien ne justifie pourtant cette revente tout aussi précipitée et opaque contre toute orthodoxie de gestion financière et de critère de transparence. Le chef de l'Etat et l'opinion publique en sont-ils au courant de cette énormité, pour leur bon droit? Le directeur général de la SOPAMIN Mahamadou Zada passe aujourd'hui pour un grand spécialiste de rachat et de revente des sociétés juteuses en matière de mines en République du Niger. Il n'est pas médecin mais agit comme un bon " chirurgien " sinon un grand " boucher " en matière des sociétés d'Etat (minières). L'homme doit être bien coté pour l'excellence de son art mais aussi pour son carnet d'adresses ! Bienvenu dans le circuit artistiquement flou d'un spécialiste de rachat et de revente des sociétés juteuses ! Même Massaoudou Hassoumi n'a pas fait pire, dans l'affaire uraniumgate.

C'est fini pour le Niger, d'autant que l'ère d'impunité planifiée par les " les socialistes "aux côtés des socialistes semble ouvrir la porte à un pillage économique organisé sous un démantèlement systématique des sociétés d'Etats et autres institutions de la République. Chacun y va de son couteau pour couper et arracher la partie la plus juteuse de l'Etat, à sa guise pour assouvir sa glotonnerie personnelle avec la bénédiction infinie du prince bienveillant à la tête de l'Etat, Issoufouf Mahamadou. Précisons que le Président Issoufouf Mahamadou, spécialisé en Mines, est particulièrement attentif à ce secteur dont il a révélé que sa contribution à l'économie nationale ne dépasse guère 5% du produit intérieur brut (PIB) alors même qu'il représente près de 70% des ressources d'exportation du pays. Un véritable enfer pour les travailleurs nigériens dans les sites miniers, les populations polluées et les nigériens spoliés de leurs biens précieux par la complicité des administrateurs nigériens totalement mués en mercenaires financiers contre l'intérêt national.

Du comportement de bon Manager dans la société !

Derrière l'Uraniumgate, c'est tout un empire d'opacité et d'impunité qui s'est construit à la SOPAMIN depuis la nomination de Mahamadou Zada comme directeur général de cette société d'Etat mais cette enquête jette d'abord une lumière sur la gestion de la SML. Créée en 2007 pour commercialiser les parts du Niger dans les sociétés d'exploitation minières du pays, l'affairisme et l'opacité semblent être la règle. Selon nos sources, jamais la SOPAMIN n'a eu un directeur général se comportant comme un colon en territoire conquis, de cette façon à l'égard des travailleurs. Nous vous faisons grâce, dans ce numéro, de la liste des recrutements de faveur et des personnages incompétents au détriment des cadres patriotes, sérieux et dévoués à la sauvegarde de la chose publique dans ce secteur très difficile, compte tenu du raffinement des techniques, des spécialités en rapide évolution (la technique lexie par exemple) et de leur diversité depuis l'exploitation jusqu'à la commercialisation.

Dès sa nomination à la tête de la SOPAMIN, Mahamadou Zada avait une étoile tellement brillante (personne ne lui en voudra pas pour cela !) qu'il sera le directeur général de deux sociétés d'Etat en même temps ou presque, notamment la SOPAMIN et la SML.

Quelle puissance !



Directeur général en effet de la SOPAMIN et puissant président du conseil d'administration (PCA) de la SML, il va gérer les deux sociétés d'une haute main gâcheuse, pleine de pouvoirs comme un pharaon, grâce à la manifestation d'intérêt de l'Etat nigérien à racheter la SML aux mains des canadiens. Subtilement, il va organiser un endettement de la SML au profit de la SOPAMIN plafonné au milliard de francs F CFA comme unité de comptes, sous prétexte de sauver cette dernière par le biais du rachat mais avec des débours financiers astronomiques. C'est l'hémorragie, l'Etat va racheter une SML coulée au cyanure par le puissant DG comme on en coule à l'or tous les jours dans la mine, qui essaie ses premières armes en milieu socialiste pour mesurer sa capacité de gestion à la truelle, en défaut même de toute initiation quelconque.

Les canadiens et suisses de SEMAFO ayant décidé de céder leurs actions détenues à 80% et à environ 600 millions de francs CFA, le DG SOPAMIN réalise une OPA (offre publique d'achat) en frasques à sa guise pour s'emparer de la poule aux œufs d'or à 1.307.834.234 francs alors que la valeur des actions, telle que formulée par SEMAFO dans son appel, était fixée à 598.125.479 francs.

Middle Island ?

Middle Island est une société australienne qui était très avancée dans ses propositions pour reprendre la mine d'or de Samira Hill au Niger. Avec une programmation de 20 ans de production en conservant le personnel, ce qui permettait de ne pas faire des chômeurs nigériens inutilement. En juillet 2013 déjà, cette société australienne avait acheté la presque totalité du capital d'African Geomin Mining Development Corp (AGMDC), qui est une filiale de Semafo INC, celle-là même qui détient 80% des actions de la SML. Mais Middle Island ne plus acquis la SML ?

Il y a des patriotes dans ce pays mêlés à des ennemis du pays !

Pendant la même époque où ces transactions étaient ouvertes entre la Semafo et Middle Island pour l'acquisition des 80% des actions de la société des mines du Liptako (SML), l'Etat du Niger manifesta sa bonne volonté de reprendre la SML afin d'en faire la nationaliser. L'estime personnelle, l'amour du pays, l'envie de servir son pays poussent l'écrasante majorité des agents de la SML à consentir le sacrifice supérieur du chômage au profit de l'Etat, afin de ne pas constituer un facteur de blocage pour que cette entreprise entre dans les mains de l'Etat nigérien. Quel patriotisme ! Malheureusement, cela revient à confier des chèvres à une hyène ou des poussins à un épervier. C'est bien dommage que l'Etat accorde sa confiance à de gens qui n'ont la moindre expérience des affaires minières que l'intelligence de voler ou de piller les fonds provenant des mines comme des carnassiers.

Mystérieux endettement planifié pour s'auto-enrichir

Le mystère du sauvetage supposé de la SML par la SOPAMIN vient de la bouche du directeur général de la SOPAMIN, l'architecte du modèle extraordinaire Mahamadou Zada lui-même en ces termes " ... la production de SML, propriété à 100% de SOPAMIN qui vient de sauver SML du naufrage, mais qui elle-même est malheureusement en grande difficulté ".

- Dépenses effectuées par la SOPAMIN au titre d'avance à la SML est de 2.034.006.12 francs

- Un débours de 2.034.006.127 francs à la SML par la SOPAMIN (qui sauve qui alors ?)

- La somme de 2.267.610.222 francs comme dépenses effectuées par la SOPAMIN au profit de la SML.

- Missions pour le compte de la SML à l'extérieur qui ont englouti 129 millions de francs

- Des prestations au nom de la SML en termes d'audit, avocats 112 millions

- L'assistance d'avocat à l'extérieur 304 millions de francs

- L'assistance et conseils 12 millions de francs

- Due diligence-SKR 77,5 millions de francs (mais le rapport de cet audit n'a jamais été disponible).

Les actionnaires et la terrible instabilité des nouveaux DG de la SML

Taisons les noms par respect de la vie privée des gens et par instinct de protection du bien économique et social national, acquis par les valeurs de l'éducation africaine, devrions-écrire. Faudrait-il saluer l'arrivée de certains actionnaires du privé nigérien dans le capital de la SML après le rachat de cette dernière par l'Etat du Niger via la SOPAMIN ? Bien sûr que oui même s'il faut tout de même s'indigner du fait de la détention des actions par certaines personnalités masculines comme féminines, à cause de leur positionnement dans notre société. Cette situation en a valu beaucoup du tort à la vie de la SML, son fonctionnement et justifie à suffisance à la fois l'écart de conduite de Monsieur Mahamadou Zada DG SOPAMIN/PCA de la SML envers tout ce qui bouge dans sa poule d'or (la SML) et la terrible chronique d'instabilité des DG successifs passés à la tête de la SML. En effet, pas de moins de trois DG ont vu leur fauteuil s'écrouler sous leurs pieds alors même qu'ils étaient en phase d'installation.

(A suivre). Moussa NAGANOU LE PATRIOTE 15 N°170

(Extrait du livre à paraître bientôt :
EXPLOITATION MINIERE AU NIGER
 Or et Uranium entre
 Colère, Rébellion,
 Pollution, Spoliation,
 Exclusion, Evasion fiscale
 ou Radioactivité.

**UN LONG VOYAGE DANS L'ENFER DES
 NIGERIENS)**

**Silence, on rachète, on revend,
 pour sauver la SML !**

La société des mines du Liptako (SML) exploite une mine d'or de plus de dix (10,073) millions de tonnes d'or de réserves. Cette mine est entourée encore d'une énorme quantité de ceinture d'or non estimée allant depuis les latitudes de Gothèye jusqu'à Ouallam, connue techniquement sous le nom de " horizon Samira ", avec autant de quantité de mercure, d'autant que là où il y a or, il y a également mercure. C'est la bonne surprise des métaux rares ! Cela est prouvé dans la zone aurifère du Niger. Et des nigériens en ont déjà goûté à ses ressources. C'est un tel joyau économique nigérien qui était retombé dans le domaine public (dans les mains de l'Etat) et se trouve être refilé précipitamment à de particuliers sans vergogne aucune, par un nouveau spécialiste de coulage de société d'Etat au Cyanure nommé Mahamadou Zada. Ainsi, des individus faisant fi du sens du bien collectif sont en train de piller toute la substance des ressources de mon pays le Niger via des sociétés d'Etat rachetées et revendues par main basse, à tel point qu'ils risquent de transformer notre nation en un gigantesque enfer de manque, un gigantesque de foyer de pénurie de tous ordres pendant que des champs de paysans sont spoliés et pollués au nom de la cause nationale. Réveille-toi !, devrions-nous crier, parce que ceux-là pensent qu'ils sont nés à la bonne étoile contre toute l'écrasante majorité des nigériens qui seraient nés à la mauvaise (étoile) : tel est leur raisonnement outrancier bien calculé, chaque jour ! Construisant une fourmière d'empire financier sous les yeux défilés de ceux qui les avaient même vus squatter et raser les murs d'autrui pour compléter leur fin du mois, ils narguent les humbles citoyens aujourd'hui avec à la clef, chaque jour sans pareilles énormités. Pour eux, le Niger plus qu'une vache à lait, serait donc un royaume dont les habitants et leurs richesses sont acquis totalement à leur cause. Haranguant et narguant chaque jour les citoyens du pays d'en bas, juste pour suppléer leur déficit social et culturel, réveillons-nous !, devrions-nous vous dire avant qu'il ne soit trop tard de s'en rendre compte que tous les champs de culture, tous les champs de pâturage et toutes les eaux ou presque de boisson quotidienne des rivières sans noms, sont tous à la fois pollués et spoliés par les compagnies d'exploitation minières étrangères en complicité avec certains de ceux-là mêmes que nous considérons comme nos frères nigériens d'en haut, qui ne sont ni savants (sérieux) ni intellectuels compétents, d'autant qu'ils ne mettent jamais leurs expériences au profit du peuple. Ils ne vivent que pour eux-mêmes et eux seuls, ces veinards ! Réveille-toi, parce que si c'est encore eux qui devraient refonder notre espoir collectif à tous sur l'avenir de ce pays, pour nous mettre à la traine et hériter les rentes viagères encore, on ne verrait jamais le bout du profond tunnel où s'abîme toujours l'espoir de seize (16) millions des citoyens épris de paix, de bon sens, de sagesse, remplis d'espérance et savent attendre !

**Moussa NAGANO
 LE PATRIOTE 15 N°170**

ONEP : QUAND L'AMATEURISME ET LA MAUVAISE GESTION S'INSTALLENT !

Adamou Mahamadou : Partir ou...être limogé !

Bien souvent, nous, acteurs des médias ne cessons de couvrir et de rendre compte de tout ce qui se passe dans presque tous les secteurs de la vie socio-économique en oubliant quelque peu, nos rangs et donc, des pans entiers de notre secteur d'activité. Telle, par exemple la situation actuellement en cours au sein de l'ONEP (Office national d'édition et de Presse) ou encore, le service d'édition de nos deux principaux organes de presse gouvernementaux ou alors publics (" le Sahel quotidien " et l'hebdomadaire " le sahel dimanche "). Pour tout dire, la gestion en cours est de plus en plus brinquebalante pour ne pas dire alambiquée. En effet, alors qu'il a trouvé sur place une organisation et même une gestion quelque peu confortables, le patron de cette structure, un homme parachuté puisque n'étant pas ni journaliste encore moins communicateur, passerait son temps à s'en mélanger les pédales. Rien ne semble clair depuis quelques temps et même la livraison de l'unique quotidien public national ne semble être concrète dans les bacs à journaux. Le quotidien rate depuis quelques temps ses parutions et que cela ne vous étonne plus d'attendre de disposer souvent du journal dans le coup de 15h ou alors le lendemain puisqu'il est sensé être dans vos mains aux premières heures de la journée. Le laxisme et une gestion approximative seules, justifieraient cet état de fait puisque tout de même les services publics ont régulièrement soutenu l'ONEP. Outre un appui financier de plus d'un demi-milliard de FCFA par an, le service commercial de cette maison d'édition engrange d'importantes ressources financières provenant de la manne des publicités ou annonces dont l'office détiendrait une sorte de monopole sur la place de Niamey. En plus et pour en rajouter au lustre dans la maison, l'ONEP a accédé il n'y a pas trop longtemps à un important appui financier pour renouveler les



machines de fabrication de journaux et un nouveau bâtiment devant les abriter, construit. Avec autant d'efforts, tous les agents de cette boîte croyaient leurs activités complètement en branle, mais avec le temps le dépit pour ne pas dire, désespoir ne cesse de s'étaler au grand jour. Même les lendemains semblent de plus en plus incertains chaque jour... De ce fait, il s'en suit une ambiance assez délétère au sein de la maison ONEP puisque les erreurs et incohérences constatées ne se semblent pas elles trouver des solutions immédiates. Si donc une boîte de cette dimension ne marche plus et surtout si elle s'enfoncé chaque jour dans des

difficultés, qui faudra-t-il indexer ? Le premier gestionnaire et responsable de la boîte, le DG en l'occurrence. Manifestement, le DG de l'ONEP ne semble pas être à son aise autant dans son fauteuil que face à ses responsabilités de premier gestionnaire des ressources de la maison qu'il dirige. Pourtant et en dépit des difficultés constatées, rien de nouveau l'horizon dans lme domaine de laz gouvernance. De plus en plus on pense que tant l'ONEP n'échoira pas un professionnel du monde du journalisme, l'on ne sortira jamais de l'ornière quant à sa gestion efficace.

Amadou El Hadj Moussa

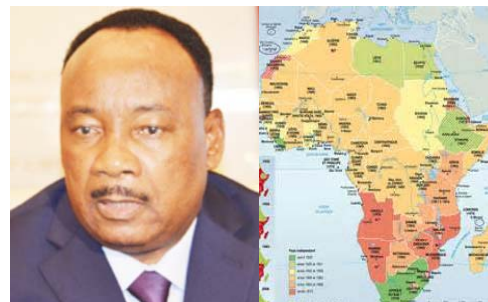
Issoufou et l'Afrique: le divorce ?

(Suite de la Page 3)

Mais c'est surtout avec la gestion de la migration telle que la dicte l'Occident qu'Issoufou semble être le plus en phase avec la force impériale pour laquelle le Niger serait le premier client à bénéficier du fonds fiduciaire après avoir signé avec l'Union Européenne un accord que d'autres pays africains dont le Sénégal et le Mali, ont boudé pour ainsi avoir accès au fameux fonds mis en place pour profiter à ceux qui, du continent, auront accepté d'appliquer rigoureusement et peut-être aveuglément les mesures qui peuvent dissuader les candidats à la migration. Sur les réseaux sociaux, l'on a quelquefois vu une vidéo qui circulait, où des Africains immigrés en occident s'étaient réunis devant une chancellerie nigérienne, pour dénoncer l'attitude du gouvernement nigérien ayant choisi de contrarier les jeunes Africains dans leur mobilité aussi bien dans l'espace CENSAD que dans l'espace CEDEAO où des lois communautaires donnent pourtant aux ressortissants de ces espaces la liberté de se déplacer. Pour quel intérêt le Niger peut entériner des décisions qui contrastent avec des règlements en vigueur dans les communautés auxquelles le pays a souverainement choisi d'adhérer ? C'est à croire que ce que veulent les occidentaux compte plus que ce qu'entre Africains, l'on a été amené à souscrire librement. Il est clair qu'en faisant cela, le régime de Niamey ne peut être compris par les autres Africains qui verront ainsi à travers une telle attitude, un certain larbinisme, une certaine inféodation, un certain refus de l'africanisme qui voudrait que les Africains défendent leurs intérêts avant ceux des autres. Cela est d'autant vrai que les Africains se souviennent, après le lâche assassinat du Guide libyen, de l'aventure de ses enfants qui ont trouvé asile en terre africaine du Niger, mais qui ont fini

par être livrés à leurs bourreaux dans un pays qui était devenu une jungle qui ne pouvait donner aucune garantie quant au respect des droits humains. Et bien d'Africains s'étaient demandé comment le Niger qui avait été aussi humain à offrir l'hospitalité à ces enfants d'un homme à qui, personnellement, eux doivent beaucoup, peut-il changer d'avis pour les retourner dans le trou qu'ils avaient fui pour trouver refuge chez leurs frères Nigériens ? Comme on le voit, la politique des socialistes est en rupture avec les intérêts de l'Afrique. Mais avant que cela soit vrai avec l'Afrique, c'est d'abord avec le Niger, que cette politique aura été distante. Alors qu'on crie partout que ça ne va pas, le président continue à dessiner un Niger imaginaire qui n'a jamais existé. Pourtant tant d'indifférence à nos misères ?

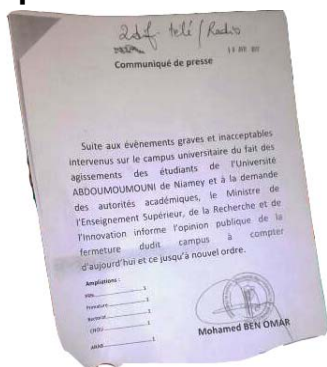
DJANGO.



CRISE SCOLAIRE ET ESTUDIANTINE À NIAMEY :

Le campus fermé jusqu'à nouvel ordre !

C'est sans doute l'une des premières conséquences des échauffourées ayant opposé ce lundi les étudiants de l'université AMD de Niamey et les éléments d'un grand dispositif de forces de l'ordre qui, nonobstant les franchises universitaires (l'inviolabilité du campus et aussi des installations académiques de l'université), ont pour certains investi le campus pour en déloger les étudiants, mais aussi salle de cours et laboratoires. Mais, les étudiants et leurs encadreurs pointent du doigt les éléments de la police dont la violence et surtout la hargne à casser tout sur leur passage fut particulièrement remarquée. L'on pouvait même croire que l'unité de la police déployée sur l'UAMD (université Abdou Moumouni Dioffo) obéissait à une consigne particulière ce jour-là. Les étudiants et scolaires en ville ont été violemment pris à partie et l'on déplore plusieurs blessés dont un étudiant assez grièvement et vite admis aux services des urgences de l'hôpital national de Niamey. En situation clinique de Coma à la mi-matinée, l'étudiant Malla Bagalé inscrit en 3^e année de sociologie succombera dans la nuit des suites de ses blessures. En 2017, alors que le Niger est dirigé par une génération d'hommes politiques tous anciens étudiants de la même UAMD, il est complètement dommage de parler à nouveau d'étudiant...martyr suite à des manifestations sombres toutes normales et régulières même sous d'autres cieux plus prospères que notre pays. Et puis, on le constate, la violence, disons la coercition est la seule réponse du gouvernement de Brijji Raffini face à des manifestations de scolaires et étudiants. Le fait est grave et révoltant, qu'un



gouvernement n'arrive toujours pas régler les problèmes de l'école Nigérienne, mais qui en plus fait recours à la violence pour casser les mouvements d'humeur des scolaires et étudiants. De cette façon-là, les problèmes de cette école ne feront que s'amplifier et se compliquer d'avantage. Un autre risque évident qui se profile dans notre paysage universitaire et scolaire, est la perspective d'une nouvelle année blanche à l'université de Niamey. Ce qui semble corroborer le fait, est la fermeture du campus universitaire décrétée par le ministre des Enseignements Supérieurs. Même pour cela, les étudiants furent radicalement vidés des lieux par la police, et c'est baluchon sur la tête que quelques uns d'entre eux ont quitté le campus..... Ces pauvres étudiants, injustement vidés de leur logement, ne sont-ils pas, pour des milliers d'entre eux, des SDF (sans domicile fixe) de la ville de Niamey ? Avant sa fermeture, l'université de Niamey compterait selon des statistiques récentes quelques 23.000 étudiants régulièrement inscrits. **Amadou El Hadj Moussa**

UEMOA :

Abdallah Boureima, nouveau président de la commission de l'UEMOA !

Cette fois-ci est la bonne ! Après avoir aspiré plusieurs fois à la présidence de la commission de l'UEMOA sans succès, notre compatriote Abdallah Boureima, ancien ministre des Finances des années 90, a été désigné hier lundi 10 avril 2017, nouveau président de la Commission de l'UEMOA en remplacement du sénégalais Hadjibou Soumarré. Important outil de la promotion des activités économiques au sein de son espace géographique, l'UEMOA incarne surtout le rôle de régulation des activités économiques au sein des Etats membres. Abdallah Boureima tient donc les ficelles de la bourse et devra s'atteler à mettre en œuvre un grand programme de redynamisation de ses Etats membres dans un environnement économique mondial caractérisé ces dernières années par de grandes récessions constatées ça et là. De plus, l'on continue toujours à s'interroger sur la situation de la monnaie commune le FCFA qui semble être moins en verve que



M. Abdallah BOUREIMA
Président de la Commission de l'UEMOA

les autres monnaies concurrentes et surtout les devises fortes que sont le dollar ou encore l'euro. Economiste de formation, Abdallah Boureima possède les compétences et ressources pour réussir sa mission et certainement que le soutien des plus hautes autorités nigériennes ne lui fera pas défaut. Il est aussi, le premier Nigérien à occuper cette prestigieuse fonction..... **A.E.M**

INTIMIDATION DES ACTEURS DES MEDIAS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les organisations de la société civile s'insurgent contre le harcèlement des citoyens

Face au régime liberticide et intimidateur de la 7^{ème} République, les constations viennent de partout. D'abord des institutions de la République, des organismes internationaux (l'amnistie internationale). Pour manifester leur mécontentement et leur inquiétude face la tournure machiavélique du régime en place, des organisations de la société civile ont organisé un point de presse le jeudi 6 avril dernier à l'espace Frantz fanon au siège de l'association Alternative espaces citoyens. Ce point de presse fait suite selon les organisateurs de la société civile à l'interpellation, à l'arrestation et aux intimidations des acteurs de medias et de la société civile notamment le cas : de Baba Alpha et Maikoul Zodi. Pour les initiateurs du point de presse il s'agit de dénoncer la gabegie dont fait preuve le régime de Issoufou Mahamadou, qui depuis quelques temps menace les nigériens du fait de leurs engagements et de leurs prises de positions. Baba Alpha est poursuivi pour faux et usage de faux. On lui reproche de détenir illégalement la nationalité nigérienne. Pour le collectif des organisations de la société civile, un débat portant sur la nationalité est malsain et que le pays n'a pas besoin en ce moment. Par ailleurs il estime que de tout temps, le pays est connu pour ses valeurs de la tolérance, de la paix et la quiétude sociale. C'est pourquoi ils n'accepteront pas que d'autres remettent cela en cause pour des intérêts mesquins. Pour eux, le pays est tombé trop bas en arrêtant un père du fait de l'engagement et la célébrité de son fils. Pour le collectif, il est impensable au Niger, depuis l'avènement de la démocratie dans les années 90 à aujourd'hui et surtout au seuil du 21^{ème} siècle, qu'un tel débat s'ouvre véritablement. Cela est très grave et interpellateur. En ce qui concerne le camarade Zodi, acteur de la société civile,



il est accusé de percevoir son salaire depuis quelques années sans travailler. Pour le cas de ce dernier les organisateurs pensent que cela relève du civil et non du pénal. Pour ce faire, il revient de régler administrativement d'abord l'affaire avant toute autre décision. Une accusation selon, le collectif est évidemment grave, mais en réalité, cela montre une fois de plus que, lui aussi paie le prix de son engagement et son combat face au système. Cependant les organisateurs relèvent qu'à certains moments de l'histoire de ce pays, des parlementaires ont fait l'objet d'accusation de trop perçu, mais personne n'a été arrêtée. En conséquence les organisations de la société civile condamnent " les harcèlements, arrestations des citoyens ; condamnant avec regret la volonté d'instauration du combat portant sur l'origine des citoyens ; exigent la libération des personnes arrêtées du fait de leurs engagements et de leurs combats ; exigent l'arrêt des intimidations et de harcèlement des acteurs de la société civile et des medias. " Pour finir les organisations de la société civile demandent aux citoyens de se mobiliser partout sur le territoire nigérien pour défendre la démocratie et l'Etat de droit. Ils disent ne laisser personne remettre en cause les acquis démocratiques chèrement gagnés au prix des vies des nigériens. **DAN MAGOULI**




AVIS D'APPEL D'OFFRES

Objet : Réhabilitation et acquisition d'un groupe électrogène pour le logement de fonction du Directeur de l'EAMAC.

L'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (E.A.M.A.C) BP : 746 Niamey - Niger, lance le présent Appel d'Offres relatif à la réhabilitation et l'acquisition d'un groupe électrogène du logement de fonction du Directeur de l'EAMAC à l'attention des sociétés et entreprises agréées au Niger.

L'appel d'offres se présente comme suit :

- ✓ AO N° ASECNA/EAMAC/001/2017 : Travaux de Réhabilitation du logement de fonction du Directeur de l'EAMAC
- ✓ AO N° ASECNA/EAMAC/002/2017 : Fourniture et installation d'un groupe électrogène pour le logement de fonction du Directeur de l'EAMAC

Les personnes physiques ou morales intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires et examiner le Dossier d'Appel d'Offres dans les locaux de la Division Infrastructures Génie Civil, de l'EAMAC à Niamey-Niger.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement à partir du **lundi 17 avril 2017 à la Division Infrastructures Génie Civil de l'EAMAC BP : 746 Niamey.**

Les offres devront être valables pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date limite de leur dépôt et être accompagnées d'une garantie de soumission de 2% du montant de la soumission.

Une visite du site sera organisée par l'EAMAC, le mercredi 26 avril 2017 à 10H00.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat du Directeur de l'EAMAC BP : 746 Niamey au plus tard, le **jeudi 18 mai 2017 à 10 heures 00**. Elles seront ouvertes le même jour à **11 heures 00 mn** dans la salle de réunion de l'EAMAC.

Le Directeur de l'EAMAC *892*

RAKOTONJANAHARY Heru A.



ALLOCUTION DE S.E.M. ZHANG LIJUN, AMBASSADEUR DE CHINE, A LA CEREMONIE DE LA POSE DE LA PREMIERE PIERRE DU PONT GENERAL SEYNI KOUNTCHE SUR LE FLEUVE NIGER



*Excellence Monsieur le Président de la République,
Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Excellence Monsieur le Premier Ministre,
Excellences Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République,
Honorables Députés,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions Diplomatiques,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Régionales,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,
Bonjour!*

C'est un grand plaisir pour moi de participer à cette cérémonie de la pose de la première pierre du Pont Général Seyni Kountché sur le fleuve Niger. Le projet de la construction du Pont Général Seyni Kountché sur le fleuve Niger est le plus grand projet financé par le gouvernement chinois pour le Niger avec un coût total de 557 millions de Yuan, il constitue un nouveau jalon dans l'histoire d'aide du gouvernement chinois au Niger, après le Stade Général Seyni Kountché et l'Hôpital général de Référence de Niamey. Le pont se situe au sud-ouest de Niamey. Doté d'une route à quatre voies et à double sens avec une longueur de 3,7 kilomètres, il reliera Goudel et Lamorde. Une fois terminé, il permettra la liaison des deux rives du fleuve Niger à l'ouest de Niamey et contribuera à atténuer le problème d'embouteillage dans la ville et au développement socioéconomique de la capitale. Depuis de longues années, dans le but de promouvoir le développement socioéconomique du Niger et d'élever le niveau de vie de la population nigérienne, le gouvernement chinois a entrepris une vaste, profonde et fructueuse coopération avec la partie nigérienne dans de nombreux domaines à savoir l'énergie, l'exploitation minière, l'agriculture, la santé et l'infrastructure. Le Projet Pétrolier Intégré Agadem a apporté une contribution considérable au développement économique du Niger. Actuellement nos deux pays sont en train d'étudier d'une façon active les possibilités de la construction du projet d'Agadem phase II. J'ai tout l'espoir de croire que des progrès seront enregistrés dans un avenir non lointain. En fin d'année 2016, l'Hôpital général de Référence de Niamey a été officiellement remis à la partie nigérienne et la mise en service de cet hôpital est maintenant en préparation. En janvier dernier, la Chine a remis quatre écoles primaires au Niger dans le but d'offrir un environnement scolaire confortable pour les enfants en âge de scolarisation. Les travaux du Projet de construction de la

ligne électrique 132 kV et du Projet de construction de Backbone national en fibre optique et Services de télécommunications sont en bonne voie et seront remis à la partie nigérienne cette année. Les travaux de construction de la ligne électrique de 330 kV et de la cimenterie de Kao seraient démarrés cette année. Et répondant aux demandes du gouvernement nigérien, la Chine a offert au Niger des dons à savoir des aides alimentaires d'urgence, des matériels médicaux, des médicaments anti-paludismes, et j'en passe. Par ailleurs, le gouvernement chinois attache une grande importance au renforcement de la capacité de l'auto-développement du Niger, au transfert de technologie vers le Niger et à la

formation des talents nigériens. Jusqu'à fin 2016, la partie chinoise a organisé des formations pour un total de plus de 1800 talents nigériens de différents domaines tels que les affaires économiques, l'infrastructure, l'agriculture, l'éducation et la santé, ainsi créé une plateforme étendue pour les échanges et la coopération des technologies tous azimuts entre nos deux pays. Mesdames et Messieurs, À l'heure actuelle, le peuple chinois œuvre pour réaliser les objectifs dit des Deux centennaires et le rêve chinois du grand renouveau de la nation chinoise, et il n'a jamais cessé pour la quête de son bonheur. De même pour le Niger, l'année dernière, au cours de l'élection présidentielle, le Président de la République, S.E.M. Issoufou Mahamadou a initié le Programme de Renaissance Pacte II, dans le but de faire développer l'économie du pays et apporter plus de bonheur au peuple nigérien. Depuis son élection, il a mis

l'accent sur le maintien de la sécurité et la stabilité sociale, le renforcement des infrastructures, l'élimination de la pauvreté, et a travaillé à promouvoir le développement socioéconomique dans son ensemble. Comme le dit le proverbe chinois: Montagnes et océans n'éloignent pas les amis aux mêmes idéaux. Bien que la Chine et le Niger soient éloignés géographiquement, les peuples chinois et nigérien œuvrent l'un comme l'autre pour le développement économique et la prospérité de leur pays respectif. Je suis convaincu que, en partageant les concepts de développement en communs, nos deux peuples continueront à se compléter et à travailler main dans la main en vue d'approfondir la coopération gagnant-gagnant sino-nigérienne et de réaliser leurs propres rêves. Vive l'amitié sino-nigérienne! Que l'amitié entre nos deux peuples soit éternelle!

Je vous remercie!

COMMUNIQUE DE PRESSE **LES BOUQUETS CANAL+**

CANAL+ RENFORCE SON ACCESSIBILITE EN AFRIQUE
CANAL+ Afrique a entrepris depuis quelques années de grandes réformes en matière de tarification de ses offres. Ces différentes baisses ont touchées tant les formules que le prix du décodeur qui est passé de 25 000F en 2013 au prix exceptionnel de 10 000F depuis le 7 avril 2017. Un nouveau prix qui répond à une attente des plus exprimées par nos abonnés et prospects tout en favorisant une accessibilité certaine aux bouquets CANAL+. Ainsi, c'est un véritable coup d'accélérateur que CANAL+ donne à son processus de démocratisation des prix en Afrique, en facilitant l'accès à des milliers de prospects à l'univers CANAL+.
Dès ce 7 avril, CANAL+ Afrique confirme encore une fois sa

volonté d'offrir le meilleur de l'expérience télé tant au niveau prix que contenu, grâce à un renforcement croissant de son offre sur ses thématiques clés : Sport, Cinéma, Jeunesse, Découverte.
CANAL+ RENFORCE SA FLEXIBILITE D'USAGE
Face à l'appétence générée par tant de diversité de contenus et programmes, l'application MYCANAL devient incontournable dans les habitudes de consommation de nos abonnés et se rend accessible désormais à tous. Dès la formule ACCES, les abonnés CANAL+ peuvent à présent bénéficier d'une flexibilité d'usage permettant à chaque membre de la famille de profiter pleinement des programmes qui lui correspond le mieux.
A ce prix-là, il n'y a aucune raison de s'en priver.

A CE PRIX LA, LE MEILLEUR DE LA TV S'INSTALLE CHEZ VOUS

NOUVEAU PRIX

10 000 FCFA

LE DECODEUR

AU LIEU DE ~~15 000~~ FCFA

LES BOUQUETS CANAL+

94 24 11 11



Hôtel Toubal DE DOSSO

Unique du genre au Niger, le prestigieux Hôtel Toubal de Dosso est conçu pour accueillir les grandes cérémonies et autres rencontres de personnalités.

Et pour rendre l'utile à l'agréable, une grande piscine équipée de toutes mes modernités, est désormais opérationnelle.

Hôtel de grand standing, Toubal dispose de toutes les commodités requises pour rendre agréables

Hautement sécurisé, l'hôtel Toubal dispose d'un matériel de détection à la pointe des dernières technologies.

Hôtel Toubal, la promesse d'un séjour unique



- 10 Suites
- 110 Chambres
- 1 Cafétariat
- 1 Restaurant
- 3 Salles de reunion
- 3 Salles de commission
- 1 Piscine Olympique
- 1 Aire de jeux
- 1 Club Equestre
- 1 Mini zoo



Réservation : 92 50 70 03
97 33 00 21
97 31 11 01
92 50 77 78

E-mail : contact@hoteltoubal.com
www.hoteltoubal.com

La promesse
d'un séjour unique !